



FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT

FICHE LOGEMENT / ACCÈS (LFSL2)

**CETTE FICHE DÛMENT COMPLÉTÉE ET SIGNÉE EN RECTO-VERSO
DOIT ÊTRE JOINTE À LA DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE**

DEMANDEUR

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE DU LOGEMENT CONCERNÉ :

 :

COURRIEL :

STATUT D'OCCUPATION ANTÉRIEURE :

- LOCATAIRE PROPRIÉTAIRE ACCÉDANT PROPRIÉTAIRE OCCUPANT COLOCATAIRE
SOUS-LOCATAIRE HÉBERGÉ EN CHRS HÉBERGÉ EN ALT HÉBERGÉ EN CADA
HÉBERGÉ PAR LA FAMILLE HÉBERGÉ PAR UN TIERS RÉSIDENT CARAVANE, CHALET
OCCUPANT À TITRE GRATUIT SANS DOMICILE FIXE AUTRE

AIDE SOLLICITÉE : DÉPÔT DE GARANTIE 1^{ER} LOYER

ENGAGEMENT LOCATAIRE :

Je soussigné(e) certifie exacts les renseignements indiqués dans mon dossier de demande FSL et accepte qu'ils soient communiqués avec l'avis motivé du travailleur social au Service Habitat Logement. J'autorise le versement de l'aide du FSL directement au bailleur, et atteste du dépôt de la demande d'aide au logement auprès de la CAF ou de la MSA avec mise en place du tiers payant.

Signature du demandeur :

Date :

BAILLEUR

DÉNOMINATION :

NUMÉRO SIRET / RCS :

ADRESSE :



COURRIEL :

ENGAGEMENT BAILLEUR :

Je soussigné(e)

m'engage à :

- .percevoir l'aide versée par le FSL pour le compte du locataire,
- .recevoir en tiers payant l'aide au logement,
- .ne pas percevoir le montant du dépôt de garantie et/ou du 1^{er} loyer dans l'attente de la décision de la commission FSL,
- .louer un logement décent conformément au décret du 30/01/2002.

Signature du Bailleur :

Date :

Les informations recueillies et les données enregistrées vous concernant, font l'objet d'un traitement informatique auquel vous consentez, destiné à instruire votre demande d'aide financière qui s'inscrit dans le règlement départemental d'aide sociale.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès , en vous adressant par courriel au Délégué à la Protection des Données (dpd@tam.fr). Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.